CRISE DU GOLFE

Pourquoi Alger évite la médiation

Alger semble fortement sollicitée dans la crise qui secoue actuellement le Golfe. Après le ministre qatari des Affaires étrangères, un haut responsable des Emirats arabes unis, c'est au tour du MAE iranien de venir s'entretenir avec les responsables algériens au sujet de la bien délicate situation dans laquelle se débat la région.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Le ministre iranien des Affaires étrangères est donc attendu aujourd'hui à Alger. Son arrivée dans le contexte que l'on sait fait couler beaucoup d'encre depuis quelques jours.

Beaucoup s'interrogent, en effet, sur le rôle que pourrait bien mener l'Algérie dans cette crise et s'interrogent par conséquent sur l'éventualité de l'existence d'une médiation destinée à aplanir les problèmes qui minent actuellement le Golfe. Certains sont allés jusqu'à suggérer l'existence d'un calendrier de rencontres entre de hauts responsables algériens et des représentants des pays concernés par cette crise. Pourtant, et de l'avis d'observateurs très au fait des faits qui se déroulent, les évènements ont pris une allure qui n'a strictement rien à voir avec tout ce qui se dit ou se pense ici et là.

L'option de la médiation est rejetée catégoriquement par Alger qui circonscrit actuellement son action dans le cadre de partenaire à l'écoute des parties qui la sollicitent. Des diplomates arabes qui suivent de très près l'affaire avouent d'ailleurs eux-mêmes que «se lancer dans une médiation dans une situation aussi confuse, aussi épineuse est une entreprise bien périlleuse pour celui qui s'y engagera (…) les enjeux ne sont pas définis, même si on les devine, mais il reste qu'il y a plus de chances de perdre des plumes que d'en gagner».

Ceci, Alger l'a compris, confient de leur côté ces observateurs algériens. Compris que l'attitude la plus sage «est de poursuivre son rôle de pays à l'écoute de ses partenaires tout en restant à équidistance. C'est d'ailleurs cette sagesse qui lui a valu le statut qui lui est conféré aujourd'hui». Dès l'annonce de la rupture des relations entre l'Arabie Saoudite et de ses alliés, l'Algérie a, en effet, adopté une position très différente du reste de beaucoup de pays en appelant à la sérénité et à l'ouverture d'un dialogue à même de régler le différend en cours, loin de toute ingérence. Cette position a d'ailleurs été saluée y compris par les Qataris eux-mêmes.

A l'issue de ses entretiens avec son homologue algérien, le MAE qatari a déclaré que l'Algérie avait été le premier pays «à avoir rendu public un communiqué pour avoir appelé au dialogue et c'est ce à quoi nous œuvrons avec de nombreux pays dans la région». «En tant que grand pays dans le monde arabe, l'Algérie peut, de par son influence dans la région, jouer un rôle dans les relations qu'elle (l'Algérie) suit avec une grande préoccupation (…) elle peut de par son influence dans la région jouer un rôle dans les relations interarabes», a ajouté ce dernier.

Le sultan Ben Saad al-Muraikhi a, d'autre part, déclaré à la presse que sa visite entrait dans le cadre de «l'examen des relations bilatérales» et qu'il a été question des «derniers développements survenus au Golfe entre notre pays et l'Arabie Saoudite, le Qatar, les Emirats arabes unis et Bahreïn.»

Photo : Samir Sid

Abdelkader Messahel, ministre des Affaires étrangères algérien.

D'anciens diplomates ayant longtemps travaillé sur les dossiers du monde arabe font remarquer que la déclaration du MAE qatari éclaire à elle seule toute la situation en cours et préfèrent, eux aussi, qualifier l'Algérie de «facilitateur» pour une issue positive. Il faut, d'autre part, rappeler que la visite du ministre qatari a été suivie par celle du MAE des Emirats arabes unis avec lequel ont été également évoqués les récents développements dans le Golfe.

Abdelkader Messahel a tenu à rappeler à cette occasion «la position algérienne depuis le déclenchement de cette crise et la nécessité de régler par le dialogue les différends et les conflits pouvant surgir entre pays frères et voisins».

Les échanges prévus aujourd'hui entre le ministre des Affaires étrangères iranien et son homologue algérien se dérouleront dans le cadre de cette logique.

A. C.

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Cafouillage sur la date de passage devant l'APN

Cafouillage autour du passage du plan d'action du gouvernement devant les membres de l'Assemblée populaire nationale.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Adopté mercredi dernier en Conseil des ministres sous la présidence du président de la République, l'on ne sait toujours pas si le plan d'action du gouvernement que coordonne Abdelmadjid Tebboune sera débattu et adopté par la nouvelle Assemblée populaire nationale (chose qui ne fait aucun doute au vu de la majorité détenue par le duo FLN-RND), avant ou après l'Aïd qui interviendra au début de la semaine prochaine.

Car au moment où une source parle de sa programmation pour mercredi prochain, soit au lendemain de l'installation des instances de la Chambre basse du Parlement, une autre source évoque la possibilité d'une présentation nocturne, soit lundi en soirée.

Deux options qui seront débattues ce matin lors de la réunion du président de l'APN avec les chefs des divers groupes parlementaires. Il est même question du jumelage de l'installation des structures de l'Assemblée et de la présentation de la feuille de route du gouvernement, cette dernière interviendrait juste après la première qui ne constitue qu'une simple formalité, les groupes parlementaires du FLN, du RND, du MSP, du TAJ et des indépendants, majoritaires, s'étant départagé les divers postes en jeu (vice-présidence de l'Assemblée, présidence, vice-présidence et rapporteurs des commissions permanentes de l'Assemblée) selon le second alinéa de l'article 13 de la loi organique fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la Nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les Chambres du Parlement et le gouvernement, faute d'avoir pu s'entendre sur une liste commune comme le stipule le premier alinéa dudit article.

Une programmation problématique car si le gouvernement a le souci de faire vite, tenant coûte que coûte à présenter son plan avant la fin du Ramadhan, ce n'est pas le cas des députés qui veulent «éplucher» ladite feuille de route avec, donc, davantage de temps. Ce qui plaide, dans ce cas, pour des débats après l'Aïd, surtout que nombre de députés n'ont pas encore pris connaissance du contenu du plan d'action remis jeudi au Parlement au lendemain de son adoption en Conseil des ministres.

D'ailleurs, selon nos informations, la majorité des députés de l'intérieur du pays n'a pas encore récupéré «la copie de Abdelmadjid Tebboune», transmise jeudi au Parlement. A priori, le plan du gouvernement sera soumis au vote des députés, mercredi ou jeudi matin au plus tard.

Sous le sceau de la durabilité de la crise

Cela dit, le plan d'action du gouvernement Tebboune se devait d'être la continuité de celui de son prédécesseur avec, cependant, ce petit plus lié à la durabilité de la baisse des cours de l'or noir.

Il porte plusieurs lignes directrices à même de faire face donc à la dégringolade des prix du pétrole entamée en juin 2014. Sauf que jusqu'ici, on a fait croire que cette baisse était passagère alors qu'elle semble s'inscrire dans la durée. C'est dans ce cadre qu'il faut inscrire les sorties du secrétaire général du RND et néanmoins directeur de cabinet du président de la République qui ne cesse depuis quelque temps d'inviter à faire reculer la démagogie et le populisme en disant la vérité au peuple.

Ce qui ne saurait se matérialiser sans des mesures audacieuses car douloureuses dans un programme d'ensemble le plus homogène possible, tranchant nettement avec ce qui a prévalu ces dernières années à la faveur de l'aisance financière induite par l'embellie des cours du pétrole.

Rationaliser les dépenses, valoriser toutes les ressources du pays, y compris les hydrocarbures fossiles conventionnels et non conventionnels ainsi que les énergies renouvelables, promouvoir les investissements, contenir davantage les importations des biens et des services pour préserver les réserves de change, moderniser les finances publiques et le système bancaire, assainir la sphère économique, promouvoir des financements internes non conventionnels qui pourraient être mobilisés pendant quelques années de transition financière pour ne pas trop impacter les programmes publics d'investissement, poursuivre la mise en place du nouveau modèle de croissance adopté l'année dernière par le Conseil des ministres.

Le plan d'action du gouvernement institue, par ailleurs, la retraite complémentaire qui permettra à tout travailleur d'avoir la possibilité d'augmenter son revenu à l'âge de la retraite, et compte poursuivre les efforts en vue de résorber le chômage, notamment chez les jeunes, à travers le renforcement des différents mécanismes et dispositifs déjà existants. Y figurent également, l'amélioration du système national d'enseignement et de formation et la valorisation de la recherche scientifique, inscrites au chapitre du développement humain.

M. K.

TEBBOUNE VEUT ÉLARGIR LA CONSULTATION À TOUS LES ACTEURS

La question sociale s'invite fortement au débat

Se dirige-t-on vers la tenue d'une réunion dépassant le cadre d'une tripartite où seront présents, outre les syndicats et le patronat, les représentants des partis politiques et les différents animateurs de la société civile ? La question a été évoquée par quelques sources syndicales, qui n'excluent pas par ailleurs qu'une réunion tripartite puisse se tenir en septembre prochain.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La teneur du communiqué final sanctionnant la réunion du conseil du gouvernement qui s'est tenue mercredi dernier, notamment dans sa partie relative aux subventions des produits et des services, soulèvent de multiples interrogations. En effet, dans son plan d'action, que l'exécutif va présenter prochainement devant les députés, il est indiqué que «l'Algérie compte revoir sa politique en matière de subvention des produits et des services». Selon le communiqué final, il a été indiqué que le gouvernement prévoit le lancement d'une «large concertation impliquant le Parlement, les partis politiques et la société civile de l'adaptation progressive de la politique des transferts sociaux afin de lui apporter plus d'efficacité et d'asseoir une plus grande justice et équité sociales, à travers un ciblage précis». La démarche initiée par le gouvernement se veut prudente. Selon notre source, qui a voulu garder l'anonymat, le Premier ministre Abdelmadjid Tebboune compte engager ses premiers entretiens sur la question avec les «alliés» traditionnels des pouvoirs. «Il s'agit de l'UGTA et les différentes organisations patronales», explique-t-on.

Pour rappel, lors de la dernière tripartite qui s'est tenue à Annaba, le secrétaire général de l'UGTA avait exprimé la position de son organisation sur la question de la révision de l'aide sociale. Sidi Saïd avait déclaré que «s'il y a révision du système des subventions en Algérie, celui-ci doit profiter exclusivement aux vrais citoyens nécessiteux». Ces derniers, selon lui, «doivent être identifiés et répertoriés».

En optant pour cette démarche, Abdelmadjid Sellal a voulu sans aucun doute éviter de tomber dans les «erreurs» commises par son prédécesseur lors de l'élaboration de la loi de finances 2017. En effet, des experts acquis aux thèses du gouvernement Sellal lui avaient reproché «l'opacité dans les décisions et l'absence de pédagogie dans la manière avec laquelle le projet de loi avait été élaboré».

Selon des observateurs, «l'absence de transparence, de débats économiques sur les questions sensibles, l'insuffisante concertation, la mise à l'écart du Conseil économique et social, qui est une instance de concertation» étaient autant de points noirs portés sur le tableau du gouvernement Sellal.

C'est sans aucun doute pour éviter le «scénario Sellal», que Tebboune prévoit le lancement d'une «large concertation» impliquant tous les acteurs de la société civile et politique.

A. B.